

Mme MacInnis: Je pose la question de privilège, monsieur l'Orateur. Je ne veux surtout pas que le ministre me comprenne mal. Il sait que je désire savoir quel est son programme visant à rendre les garderies de jour permanentes. Je tiens donc à lui demander de nouveau s'il désire fournir des fonds pour ces garderies après les quatre prochains mois du Programme d'initiatives locales?

L'hon. M. Mackasey: Monsieur l'Orateur, l'honorable représentante a consacré plus de temps que quiconque, et je le dis avec sincérité, à la mise en application de ce programme et elle devrait donc savoir que lorsque ce programme deviendra un trait permanent de la vie canadienne, l'annonce en sera faite par le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social.

* * *

LES POSTES

LES NÉGOCIATIONS AVEC LES SYNDICATS—L'OFFRE FORMELLE DU GOUVERNEMENT

L'hon. W. G. Dinsdale (Brandon-Souris): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au président du Conseil du Trésor. Nous dirait-il si le gouvernement a fait une offre formelle en matière de salaires et de sécurité d'emploi dans ses pourparlers avec les syndicats des postiers?

L'hon. C. M. Drury (président du Conseil du Trésor): Monsieur l'Orateur, le ministre des Postes a, je crois, répondu à la question la semaine dernière. Je répéterai que le Conseil des syndicats des employés des postes a expressément demandé que rien ne soit publié sur le progrès des négociations.

L'hon. M. Dinsdale: Le gouvernement demandera-t-il au ministre du Travail d'offrir les services de ses médiateurs spéciaux pour préparer une nouvelle convention avec les syndicats des postiers avant que la situation n'aboutisse à une impasse?

• (1450)

L'hon. M. Drury: Monsieur l'Orateur, nous ferons appel à tous les services disponibles pour prévenir une impasse.

* * *

LA FONCTION PUBLIQUE

LA RECOMMANDATION DU COMITÉ AU SUJET DE LA PARTICIPATION DES FONCTIONNAIRES À LA VIE POLITIQUE

M. John M. Reid (Kenora-Rainy River): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse aussi au président du Conseil du Trésor. Examine-t-il les recommandations que renferme le Premier rapport du comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts concernant le cas Ann Booth et les droits des fonctionnaires à participer à la vie politique?

[M. l'Orateur.]

L'hon. C. M. Drury (président du Conseil du Trésor): Monsieur l'Orateur, cette question est plutôt épineuse et j'ai donné au personnel du Conseil du Trésor l'ordre d'étudier ce que font d'autres autorités à cet égard, pour voir ce qui peut se faire pour éclaircir la situation.

* * *

LES PÊCHES

LE SAUMON DE L'ATLANTIQUE—LE BOYCOTTAGE DES PRODUITS DANOIS

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au ministre des Pêches? A-t-il eu le temps d'apprécier l'efficacité de son appel au boycottage des produits danois sur notre marché national? En outre, est-il en mesure de nous faire part de la réaction du gouvernement danois à ces représailles?

L'hon. Jack Davis (ministre des Pêches): Monsieur l'Orateur, je n'ai rien à dire.

* * *

LES FINANCES

L'AMÉLIORATION DU RENDEMENT DE LA PÊCHE ET L'ACCROISSEMENT DU REVENU DES PÊCHEURS

M. Lloyd R. Crouse (South Shore): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Comme il appert que ni l'amortissement accéléré sur deux ans dont pourront bénéficier les installations de fabrication et l'outillage, ni la réduction de 40 p. 100 des taux minimums d'imposition frappant le revenu des sociétés de fabrication et de transformation ne s'appliquent directement aux pêcheurs canadiens, le ministre pourrait-il nous dire quels sont les nouveaux programmes qu'il compte élaborer afin d'améliorer le rendement et d'accroître le revenu de ces pêcheurs, comme il l'a annoncé hier dans son exposé budgétaire?

M. l'Orateur: A l'ordre, je vous prie. Je pense qu'une déclaration de caractère aussi général devrait être faite à l'appel des motions. La question sera recevable sur cette base.

M. Crouse: Monsieur l'Orateur, le ministre voudrait-il à l'appel des motions, faire une déclaration expliquant sa position à cet égard?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, j'ai fait un exposé hier soir et je verrai volontiers ce que je pourrai faire pour répondre au souhait du député et mettre au clair la situation.

* * *

LA FISCALITÉ

L'AIDE À L'AGRICULTURE

M. J. H. Horner (Crowfoot): Monsieur l'Orateur, ma question supplémentaire s'adresse au ministre des Finances. Voudra-t-il informer la Chambre et le pays que dans ses services on compte un comité chargé d'étudier la fiscalité agricole, que ce groupe d'étude ne manque pas d'idées et qu'il fera bientôt un exposé budgétaire favorisant l'agriculture?